

Féminisme et prostitution : quelles avancées, quels enjeux, quel avenir ?

Rachel Beaufort, Mireia Crespo et Pierrette Pape, isala asbl

www.isalaasbl.be

Lorsque l'on aborde les différents enjeux pour l'égalité femmes-hommes, il en est certains qui suscitent systématiquement débats et réactions, même venant de personnes n'ayant jamais rencontré d'associations ou de femmes concernées. La prostitution fait partie de ces sujets de société qui ne laissent pas indifférent.es. Parce que l'association isala agit directement auprès des personnes prostituées, elle peut témoigner des enjeux qui traversent ce phénomène et rendre visibles les parcours et les besoins de ces femmes invisibilisées par des politiques publiques tendant à servir les intérêts du marché et des hommes avant celui des plus vulnérables. La récente réforme du code pénal belge devrait nous amener à requestionner nos lois sous l'angle des droits humains de toutes, pour une réelle égalité femmes-hommes.

Une action de terrain auprès des personnes en situation de prostitution

L'association isala a été créée en 2013 par des citoyens et citoyennes engagé-es et déterminé-es à soutenir les personnes prostituées et changer le regard que la société porte sur elles.

Aujourd'hui, ce sont une trentaine de membres, femmes et hommes de tous âges et toutes origines, qui constituent la force bénévole et militante d'isala : elles et ils effectuent des sorties en binôme sur deux lieux de prostitution de rue à Bruxelles chaque jeudi, accueillent les personnes à notre permanence chaque vendredi, et les accompagnent dans leurs démarches chaque semaine, selon leurs besoins. Chaque année, nous faisons plus de 700 rencontres sur le terrain et tenons au moins 50 permanences. En 2021, nous avons accompagné 23 personnes dans leurs différents projets de vie.

Qui sont les personnes que rencontre isala ? Ce sont en majorité des femmes, principalement étrangères, en très grande précarité, qui vivent dans des hôtels, des appartements parfois insalubres, ou hébergées par des contacts liés au monde prostitutionnel. Beaucoup d'entre elles sont en situation d'illettrisme, voire d'analphabétisme. Elles ont rarement un titre de séjour belge. Une partie d'entre elles n'a pas de documents du tout. Elles viennent de Bulgarie, de Roumanie, d'Albanie, ou encore du Maghreb, d'Afrique Subsaharienne, d'Amérique Centrale ou d'Amérique du Sud... Elles sont très souvent issues de groupes minoritaires ou discriminés dans leur pays, ce qui accroît leur vulnérabilité à des parcours de migration. Elles viennent principalement de pays pauvres ou en difficulté économique, concernés par un passé de colonisation et d'exploitation qui se perpétuent, notamment à travers la prostitution. Elles ont des enfants, parfois en Belgique, parfois au pays, qui sont pris en charge par des proches moyennant envoi d'argent. La majorité de ces femmes rencontrées par isala sont sous la coupe d'un proxénète isolé ou d'un réseau organisé. Ce sont la précarité, l'isolement, l'absence de papiers et d'expérience professionnelle, le manque de connaissance de la langue écrite et de connaissance du système belge, la menace d'être à la rue, la nécessité de nourrir leur famille et de trouver de l'argent, le besoin vital tout

simplement de survivre dans un pays nouveau qui ne les a pas accueillies à bras ouverts, qui les ont poussées sur le trottoir et les y maintiennent, des situations aggravées par la violence de réseaux mafieux très présents en Belgique.

« Je suis en colère aussi parce que c'est dur de sortir de ce que j'ai vécu et je ne trouve pas ça normal. Maintenant que j'essaie de faire quelque chose de bien avec ma vie, il n'y a plus personne, tout se ferme. C'est révoltant. » (Gabriela¹, rencontrée à Yser)

Quand elles franchissent le pas et viennent à notre permanence, elles y trouvent un véritable lieu sécurisé où elles peuvent être reçues, accueillies, écoutées, renforcées et crues. Elles savent qu'en venant à isala, elles auront le temps d'exposer leurs besoins et leurs demandes, qu'elles ne seront pas jugées, que leur vécu ne sera ni banalisé ni dénigré. Nombreuses y trouvent un espace pour dénoncer les violences qu'elles subissent ou ont subi dans la prostitution, car elles savent que leur récit sera entendu, et non pas minimisé, et que les violences seront comprises par l'association, et non pas considérées comme des « risques du métier ». De fil en aiguille, elles viennent, puis reviennent, parfois accompagnées par des ami·e·s qu'elles amènent à isala car elles et ils aussi ont « besoin d'aide ».

Au-delà du soutien individuel que propose isala, l'association est porteuse d'un projet de société, d'une vision collective et politique, celle d'un monde où femmes et hommes jouiraient d'une égalité réelle. Le positionnement d'isala ne vient pas de l'opinion personnelle d'un groupe de militantes bruxelloises : il s'inscrit dans l'histoire des combats pour les droits des femmes et découle de l'analyse féministe des rapports de pouvoir qui sont au centre de la prostitution, en commençant par celui de la domination masculine. Côté au quotidien ces femmes à qui la société ne donne pas la parole, qui ont eu cette force incroyable d'avoir survécu à la prostitution, qui partagent leur récit nous permettant ainsi de mieux comprendre les stratégies de l'industrie du sexe, nous amène à un devoir d'action sociétale : faire entendre leur voix et agir pour abolir ce système d'oppression.

La prostitution : des violences contre les femmes

Cela semble évident, et pourtant les débats sur la prostitution amènent parfois à ignorer les faits les plus simples : les violences liées à la prostitution sont des violences faites aux femmes, car la majorité des personnes prostituées sont des femmes et des filles. Certes, le nombre d'hommes et de garçons prostitués augmente, mais cela ne change pas la réalité : les femmes constituent 90% des personnes prostituées, en Belgique comme partout dans le monde.

Il y a évidemment des humiliations, des intimidations, des menaces, du chantage. Lors des entretiens que nous menons, les personnes prostituées nous parlent des agressions commises par les « clients » dans la prostitution, mais aussi par les proxénètes et trafiquants : il s'agit alors de coups, de vols, d'agressions sexuelles, de viols. Elles dénoncent également les violences venant de la police, des personnes dans la rue, de la société en général : regards qui jugent,

¹ Les prénoms ont été changés.

insultes, propos racistes, indifférence, discriminations dans les institutions. Elles sont habituées à ce que leur parole, leurs besoins et leurs désirs ne soient pas pris en compte, autant dans la prostitution qu'en-dehors de celle-ci. Nous constatons également qu'elles sont nombreuses à avoir subi des violences dans l'enfance, notamment d'ordre sexuel, et que la majorité d'entre elles a commencé la prostitution très jeune, souvent mineure. Elles ont connu des mariages forcés, des violences conjugales, des incestes, des violences sexuelles... dans leur pays d'origine mais aussi sur les chemins de migration. Elles sont abîmées par des expériences traumatisantes.

« La prostitution est très violente, je le sais, mais je n'ai pas d'autre choix pour l'instant. Quand je suis avec un client, je ferme les yeux et je ne suis plus là, ce n'est pas à moi que ça arrive, c'est comme si je me voyais au-dessus de mon corps. Je pense à mon objectif, qui est d'aider ma famille en Bulgarie et d'y construire une maison. Mais je vois bien que cela me fait du mal. »
(Iliana, rencontrée à Yser)

Depuis plus de trente ans, de nombreuses études menées au niveau mondial confirment cette réalité, et montrent qu'il y a un lien évident entre violences sexuelles durant la minorité, violence familiale et entrée dans la prostitution. En voici quelques exemples : le taux extrêmement élevé de personnes prostituées victimes de viols et présentant le syndrome de stress post-traumatique, montré par la chercheuse Melissa Farley² dans ses enquêtes ; le lien direct entre la dissociation psychique (principal trouble psychologique) et l'exposition répétée à des rapports sexuels non désirés, étudié par la chercheuse Judith Trinquart³ ; le nombre terriblement élevé de personnes ayant subi des violences conjugales avant l'entrée dans la prostitution, comme le confirme le Collectif féministe contre le viol en France⁴. En 2019, le 5^{ème} rapport mondial sur la prostitution de la Fondation Scelles nous rappelait que le taux de mortalité des personnes prostituées continue d'être 10 à 40 fois plus élevé que la moyenne nationale, et qu'entre 80% et 90% des personnes prostituées souhaitaient quitter la prostitution⁵.

Publiée en 2022, l'étude « Last Girl First » de l'ONG CAP International démontre, par des faits et des chiffres officiels, que le système prostitutionnel se nourrit de l'intersection des inégalités sexistes, racistes, ethniques, néocoloniales, classistes, économiques, sociales et culturelles dans tous les pays où les politiques publiques cautionnent la prostitution ou y sont indifférentes⁶. Au travers de ses associations membres (dont isala), CAP a collecté les paroles des personnes prostituées et des structures qui les accompagnent, et fait un constat terrible : qu'il s'agisse de femmes et de filles dalits en Inde, de communautés autochtones au Canada, de femmes afro-américaines aux États-Unis, de zones rurales en Mongolie, de réfugiées ou de migrantes, de victimes de violences sexuelles ou discriminées parce qu'appartenance à une minorité ethnique,

² Melissa Farley et al., "Prostitution in five countries: violence and post-traumatic stress disorder", *Feminism and Psychology*, 8, 1998

³ "La violence contre les femmes et le trouble de stress post traumatique", *Women and Health*, 1998

⁴ Voir la thèse de Judith Trinquart : <http://ecvf.online.fr/IMG/pdf/Trinquart.pdf.pdf>

⁵ <https://mouvementdunid.org/non-classe/cfcv-le-viol-un-moteur-pour-la/>

⁶ <https://www.rapportmondialprostitution.org>

⁶ <http://www.cap-international.org/fr/campaigns/the-last-girl-first/>

les personnes vulnérables sont toutes les premières victimes de l'exploitation sexuelle économique par des proxénètes, des trafiquants et des acheteurs de sexe.

C'est sur ces chiffres, et au travers des valeurs d'égalité, de respect et de dignité humaine, que nous nous appuyons pour questionner la racine même de la prostitution : des rapports complètement inégalitaires entre les hommes et les femmes, fondés sur des valeurs et des normes qui entretiennent les inégalités au quotidien (pauvreté et précarité des femmes, inégalités dans les tâches domestiques, écart salarial, ségrégation horizontale dans le monde du travail, etc.) et réduisent les femmes à des simples ressources pour l'économie capitaliste (canons de beauté impossibles, publicités sexistes et racistes, femmes comme objets visuels de consommation, etc.). Dans ce contexte, renforcé par la mondialisation et la puissance de la société de consommation, l'exploitation sexuelle se sert de l'argent du client-prostituteur et de stratégies marketing efficaces, avec l'unique objectif de générer du profit pour les proxénètes et les trafiquants. Rappelons qu'il s'agit de plus de 3 milliards d'euros chaque année pour l'Europe seule⁷.

On peut essayer de proposer des aménagements ponctuels, qui peuvent donner une impression d'amélioration pour la vie des personnes, mais qui ne permettront pas de changer radicalement les mentalités et n'offriront pas de menace dissuasive contre les réseaux. Pour Isala, comme pour les associations abolitionnistes dans le monde, la seule façon de garantir l'accès aux droits humains pour toutes les personnes prostituées, c'est d'en finir avec ce système de violences, de l'abolir. Sinon, comment réussir enfin à vivre dans une société réellement égalitaire ?

Des avancées pour la dignité des personnes prostituées

On trouve dans l'histoire, et dans de nombreux pays, des femmes abolitionnistes de la prostitution qui ont combattu ce système intrinsèquement inégalitaire. Déjà au 19^e siècle, Josephine Butler militait contre la réglementation de la prostitution en Angleterre. En URSS, la communiste Alexandra Kollontai se positionnait fermement contre la prostitution, qu'elle critiquait comme bénéficiant à la société bourgeoise et de classes, et touchant davantage les femmes pauvres. En France, l'écrivaine et militante anarchiste Louise Michel dénonçait, dans ses *Mémoires*, le commerce des femmes mené par proxénètes et clients. En Belgique, Isala Van Diest, première femme médecin dans le pays, a lutté contre la traite des femmes et la prostitution et s'est activement engagée en offrant des soins dans un refuge pour anciennes prostituées. C'est par ailleurs en son honneur que l'asbl Isala a été nommée.

Le mouvement abolitionniste tient son nom de l'abolition de la réglementation de la prostitution, donc des bordels, en France, après la 2^e guerre mondiale. Il ne s'agit pas d'interdire la prostitution, mais d'offrir des alternatives aux personnes prostituées et d'agir collectivement, socialement, pour mettre fin aux politiques qui banalisent un phénomène fondamentalement sexiste. Porté au fur à mesure des décennies par des militants et militantes, des associations de terrain, des chercheurs et chercheuses, des responsables politiques, l'abolitionnisme s'attaque aux inégalités à

⁷ https://www.unodc.org/documents/publications/TiP_Europe_EN_LORES.pdf

leur source, qui sont instrumentalisées (voire glamourisées) par le crime organisé pour exploiter les plus vulnérables de nos sociétés.

Les messages abolitionnistes ont fait leur entrée dans les textes internationaux en 1949, avec l'adoption par les Nations Unies de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui⁸, texte qui reconnaît, dans son préambule, que la « la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine ». La convention des Nations Unies « pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes »⁹, adoptée en 1979, poursuit ce raisonnement.

Les pays qui ratifient ces conventions adoptent officiellement une position abolitionniste du système prostitutionnel : ils reconnaissent la prostitution comme une violence contre les femmes, s'engagent à lutter contre toutes les formes de proxénétisme et à soutenir et protéger les personnes prostituées. En Europe, la loi suédoise adoptée en 1999 marque un tournant : elle pénalise l'achat de tout acte sexuel, s'attaquant ainsi à la demande dans le système prostitutionnel, c'est-à-dire aux « clients » et à leur argent, qui nourrit les marchés de la prostitution. Une législation dont l'efficacité reste prouvée après des dizaines d'années de mise en place, comme l'indiquent les évaluations officielles menées par le Gouvernement suédois au fil des années¹⁰. Elle permet non seulement de réduire la demande de prostitution, mais aussi le crime organisé proxénète, et par conséquent de faire reculer la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Le rôle de la demande de sexe devient reconnu comme un facteur encourageant l'exploitation dans les directives européennes. Dans la foulée de la Suède, d'autres pays changent leurs lois, comme la Norvège en 2008, l'Islande en 2009, le Canada en 2014, puis la France en 2016 et l'Irlande en 2017, où les personnes prostituées ont accès à un soutien de l'État pour reconstruire leur vie, et les auteurs de violences sont pénalisés. En 2014, le Parlement européen comme le Conseil de l'Europe reconnaissent que la pénalisation de l'achat de sexe est une stratégie pour réduire la traite des femmes et des filles pour l'exploitation sexuelle et pour atteindre l'égalité femmes-hommes¹¹.

En parallèle, depuis les années 1990, des politiques publiques favorisent une vision néolibérale du marché du sexe, donnant aux proxénètes les moyens légaux de poursuivre leur action. Aux Pays-Bas, puis en Allemagne, en Autriche, en Nouvelle-Zélande, dans certaines régions espagnoles ou australiennes, des politiques réglementaristes voient le jour : le proxénétisme est dépénalisé, la prostitution est un secteur économique comme les autres, seule la traite devient répréhensible. Des études ont montré l'inefficacité de ces systèmes, ainsi que des analyses d'institutions intergouvernementales. Depuis 10 ans, Europol exprime à plusieurs reprises, dans ses prises de parole et ses rapports, que les bénéfices de la prostitution sont tels qu'ils alimentent la traite des êtres humains, et que les pays ayant légalisé les marchés du sexe voient une augmentation de la

⁸ <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/traffickingpersons.aspx>

⁹ <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>

¹⁰ Voir les chiffres dans la brochure « 18 mythes sur la prostitution »
https://www.isalaasbl.be/images/isala/Documents/18_mythes_LEF_isala_2019_web

¹¹ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-7-2014-0162_FR.html

traite des êtres humains, conclusion que l'on retrouve également dans une étude de 2013 examinant 150 pays.^{12 13} Malgré ces constats, il semble que la tendance à la décriminalisation de l'industrie du sexe poursuit son expansion, ce qui devrait nous inquiéter très sérieusement.

La Belgique à contre-courant

La Belgique reconnaît la prostitution comme une violence contre les femmes, car elle a ratifié les conventions des Nations Unies mentionnées ci-dessus. Cependant, en pratique, elle n'a jamais mis en place d'action globale pour protéger les personnes prostituées ou visant à pénaliser proxénètes ou clients. Au contraire, elle fait preuve d'une grande tolérance à l'égard de l'industrie proxénète : les vitrines de la rue d'Aerschot à Bruxelles, la Villa Tinto à Anvers, les carrées à St Josse (Bruxelles), les bars en Wallonie, la décision de mettre en place un eros-center à Ostende... En 1995, la Belgique dépénalise dans son code pénal une partie du proxénétisme, le « proxénétisme immobilier », qui peut désormais exister à condition que le profit obtenu ne soit pas « anormal ». Cette modification facilite l'ouverture de nombreux endroits de prostitution. Des lieux où nous savons qu'une femme prostituée peut parfois payer jusqu'à 7 500 € par mois pour le loyer d'une vitrine, comme c'est le cas des « bars » dans la rue d'Aerschot.

En 2021, la Belgique se propose de réformer son code pénal. Mais au lieu de s'intéresser aux modèles suédois et français, au lieu d'inscrire la prostitution dans sa lutte globale contre les violences à l'égard des femmes, elle décide de renforcer l'impunité des proxénètes et des trafiquants. En mars 2022, un nouveau « code pénal sexuel » est adopté, dépénalisant une grande partie du proxénétisme. Désormais, ce sera possible d'embaucher une personne en vue de la prostitution, sous des conditions qui seront définies dans une future législation¹⁴. Or, embaucher une personne en vue de la prostitution, quelles que soient les conditions, consiste à exploiter la prostitution d'autrui – et c'est la définition du proxénétisme en droit international. Les personnes prostituées, trafiquées et exploitées dans les marchés de la prostitution, ne pourront plus dénoncer leurs proxénètes, car aux yeux de la justice, ils seront considérés comme des « hommes d'affaires » au lieu d'être reconnus comme des exploitateurs.

Il est intéressant de se pencher sur les expériences d'autres pays qui ont également choisi de proposer un « statut » pour les personnes prostituées et voir si cela a permis d'améliorer leur situation. Ainsi, en Allemagne, en 2018, soit 16 ans après la création d'un statut social spécifique de « travailleur.se du sexe », seules 76 personnes prostituées, sur un total de 200 000 à 400 000, étaient inscrites à ce statut professionnel spécifique censé leur offrir de nouveaux droits sociaux.

¹² Intervention d'Europol au parlement européen en janvier 2014, <https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/documents/trafficking-in-human-beings-in-the-european-union-2011.pdf>

¹³ http://eprints.lse.ac.uk/45198/1/Neumayer_Legalized_Prostitution_Increase_2012.pdf

¹⁴ Au moment de la rédaction de cet article (été 2022), le gouvernement belge a déjà annoncé que des discussions sont en cours concernant une future législation qui établira les conditions dans lesquelles embaucher une personne en vue de la prostitution sera légal.

Même constat en Australie : les personnes préfèrent l'anonymat et l'illégalité à une obligation d'être identifiée dans ce secteur, et ne pas être encore davantage contrôlées par les « employeurs ». ¹⁵

Impossible de célébrer cette nouvelle législation comme une « légalisation de la prostitution », car l'offre de services sexuels était déjà légale en Belgique avant cette loi. Au contraire, les associations féministes belges, celles travaillant sur le terrain avec des victimes de violences, dont isala, l'ont fortement contestée jusqu'au dernier moment. Elles ont dénoncé le choix assumé de la Belgique d'ignorer les mécanismes d'emprise et de contrainte qui poussent une personne à la prostitution, et d'ouvrir la porte à sa réglementation comme s'il s'agissait « d'un métier comme un autre », sous prétexte que cela assurera l'accès aux droits des personnes prostituées. Or l'accès aux droits sociaux (santé, aides sociales, chômage) n'est pas lié au statut légal de la prostitution, mais au statut migratoire de la personne. Dans ce cas-là, pourquoi ne pas leur offrir un titre de séjour, avec accès au marché du travail ? Cette loi représente un véritable recul pour les droits des personnes prostituées et des femmes en général, à un moment où un grand nombre de pays en Europe commence à comprendre que seulement une politique véritablement abolitionniste de la prostitution est celle qui garantira l'accès aux droits des personnes prostituées. Dénuée de toute analyse des rapports sociaux de sexe, cette loi semble anachronique en ce 21^e siècle porteur de #metoo et de la libération de la parole des femmes.

« Je suis venue ici en vacances quand j'avais 20 ans, avec un garçon qui m'a proposé de visiter la Belgique, dont j'étais tombée amoureuse quand je travaillais dans un café en Grèce. Quand on est arrivés, lui et ses complices ont pris mes papiers, m'ont battue et m'ont mise dans une vitrine. Je ne pouvais rien faire, c'était très violent, horrible. Une dame nous surveillait en permanence dans la vitrine, personne ne voyait ce qui se passait. » (Andrea, rencontrée à Yser)

L'abolitionnisme de terrain comme horizon d'action et de solidarité

Nous sommes inquiètes pour l'avenir, pour les droits des femmes en Belgique. A l'heure de Balance ton bar, comment peut-on voir une réforme du droit pénal qui valide l'idée d'impulsions sexuelles masculines ? Comment peut-on dénoncer les attitudes des hommes qui harcèlent mais les laisser acheter le consentement de certaines femmes ? Le libre choix serait-il à géométrie variable, brandi lorsqu'il s'agit de femmes prostituées, mais pas lorsqu'il s'agit de violences conjugales ?

Le féminisme est né de l'analyse des mécanismes de pouvoir entre hommes et femmes et de la volonté de voir toute femme accéder à ses droits humains basiques. Cette analyse est fondamentale pour comprendre non seulement comment les phénomènes du proxénétisme et de la prostitution ont un impact sur la vie des personnes prostituées, mais aussi sur la vie de toutes les femmes de la société. Car, comme l'a dit la survivante française Rosen Hicher pendant la marche de survivantes soutenue par isala en 2019, « *laisser une minorité des femmes se*

¹⁵ <https://www.dw.com/en/germany-prostitute-protection-laws-proving-impotent/a-47560411-0>

*prostituer, c'est accepter que toutes soient prostituables »*¹⁶. Une vision qui est officiellement assumée voire institutionnalisée par la Belgique depuis l'adoption du nouveau cadre légal. Sans analyse systémique, quid de la solidarité entre nous toutes ? Chacune pourrait faire ce qu'elle entend sans se préoccuper de ce que cela impacte sur les autres ? Que nous puissions avoir des stratégies différentes au sein du féminisme, c'est normal, parfois utile pour ouvrir davantage les possibles, parfois complexe car il faut alors trouver des espaces de dialogue. Mais en aucun cas, nous ne comprenons comment le mouvement peut se déchirer de l'intérieur, même lorsque les sujets créent des débats houleux. Comment expliquer les intimidations et violences que des abolitionnistes, y compris notre association, ont subies lors des manifestations belges des 8 mars et 25 novembre ?

Malgré les défis du contexte belge, isala poursuit dans son action de terrain et continue de porter la voix des personnes qu'elle rencontre chaque jour. Parmi nos messages de plaidoyer, voici deux clés qui nous paraissent fondamentales pour répondre à la désinformation récurrente sur la prostitution, renforcée par l'obsession d'une société du spectacle et l'impact des réseaux sociaux où tout doit aller vite et de manière simplifiée. D'abord, la formation de tou·tes les acteurs et actrices du secteur psychosocial, du secteur de la santé, de la justice, de la police. Car une société où les institutions sont formées et connaissent bien le phénomène de la prostitution et son impact sur la vie des personnes prostituées, c'est une société qui est prête à entendre leurs besoins et à interpellier les autorités pour demander les moyens nécessaires pour leur prise en charge. Deuxièmement, la sensibilisation de la société, des militantes féministes, des activistes révoltées par les injustices et les inégalités – et même, la sensibilisation de celles et ceux qui se sentent loin de la prostitution, qui pensent que cela ne les concerne pas. Pour nous, il est fondamental de sensibiliser en lisant et visionnant des ressources, en participant à des événements où les associations de terrain comme isala partagent leurs constats, et en écoutant les témoignages des survivantes de la prostitution, les premières expertes sur la question, et en croyant en leur parole.

À isala, notre démarche associative nous permet d'avoir des espaces de renforcement et de formation continue pour nos membres, sans lequel·les l'association ne pourrait pas évoluer dans son action comme elle le fait depuis plus de 8 ans maintenant. Chaque année, isala accueille de nouvelles et nouveaux membres, beaucoup de jeunes adultes qui trouvent dans l'action de terrain une réponse à leur révolte, mais aussi un lieu de ressourcement et de solidarité. C'est leur venue puis leur fidélité, leur besoin d'agir ensemble, qui légitime isala chaque jour davantage. Et c'est en faisant vivre l'abolitionnisme sur le terrain que nous contribuons à notre façon à libérer la parole des femmes, ces femmes invisibles que vous pouvez croiser sur des trottoirs ou apercevoir dans des vitrines. Des femmes qui sont crues inconditionnellement, dans les moments parfois durs et décourageants, mais aussi dans les joies et les célébrations autour de leur force, leur courage et leurs victoires.

¹⁶ <https://www.dhnet.be/actu/societe/laisser-des-femmes-se-prostituer-c-est-accepter-que-toutes-soient-prostituables-5cb359abd8ad587477a20c41>

« La semaine dernière, à l'association, nous avons parlé de mes besoins, et j'ai choisi : le besoin d'été, de soleil, de voir des gens ; le besoin de stimulation, d'être accompagnée pour retrouver une vie normale et un but ; et le besoin de comprendre ce qui arrive, comment je peux protéger ma fille. Ici, c'est difficile de trouver un travail, de s'insérer. Mais je veux rester ici et offrir à ma fille des opportunités, qu'elle n'ait pas à devoir faire ce que j'ai fait, qu'elle soit fière de moi. » (Isabel, rencontrée à Yser)